

La publication du décret autorisant EDF à construire le réacteur EPR à 10 jours du premier tour de l'élection présidentielle fut une véritable provocation. Alors qu'il n'y a eu aucun débat sérieux sur la politique énergétique en France, cette décision est prise dans l'urgence, sous l'influence du lobby nucléaire.

Les Verts dénoncent ce nouveau déni de démocratie : balayant ainsi l'hypothèse d'un moratoire, le gouvernement passe en force et accorde à EDF son autorisation, quelques jours avant le scrutin, de manière à s'assurer qu'elle ne sera pas remise en cause. Le gouvernement fait preuve d'un cynisme sans borne en agissant ainsi en catimini un mois à peine après les manifestations contre l'EPR dans plusieurs villes françaises.

Pourtant le coût de l'EPR, évalué à 3,4 milliards €, est faramineux. Son efficacité est médiocre et sa construction inutile.

En effet, à sommes égales investies dans les énergies renouvelables, on pourrait produire plus d'électricité, répondre aux mêmes besoins énergétiques, développer des sources d'énergie locales, respectueuses de l'environnement, et créer 15 fois plus d'emplois.

Il est donc plus que temps pour la France de débattre publiquement de sa politique énergétique pour tirer un véritable bilan écologique, économique et industriel ; pour enfin adopter, comme bon nombre de nos partenaires européens, un plan de sobriété et d'efficacité énergétique.